



REVUE DE PRESSE DU 09/04/2017

- 1- La coopération et le partenariat économiques entre l'Algérie et la France devraient connaître un nouvel élan avec le règlement récent de la majorité des contentieux existant entre certaines entreprises des deux pays, a indiqué jeudi à Alger le Premier ministre Abdelmalek Sellal. "La majorité des contentieux qui bloquaient les relations économiques bilatérales ont été réglés: un grand nombre de contentieux entre Sonatrach et Engie et Total par exemple ont été réglés. Il y a un nouvel élan dans la coopération bilatérale dans le cadre de la politique nationale de diversification économique", a déclaré M. Sellal lors d'une conférence de presse animée avec son homologue français Bernard Caseneuve.

- 2- Le projet de réalisation d'une usine de Peugeot PSA en Algérie est presque finalisé, et devrait être concrétisé durant l'année en cours, a affirmé jeudi à Alger le Premier ministre Abdelmalek Sellal. "Durant les prochains mois, nous allons signer un accord portant création d'une société mixte entre Peugeot PSA et des partenaires algériens publics et privés, et ce une fois que nous aurons assaini la situation de l'industrie automobile en Algérie", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue français Bernard Caseneuve.

- 3- Ce complexe génèrera 3000 emplois directs permanents en plus de 1500 autres emplois indirects. Une réduction de 10 milliards de dollars d'importation de produits sidérurgiques. Le second fleuron industriel de l'Algérie, celui de Bellara (w.de Jijel), démarrera en cette fin avril pour devenir un important pôle industriel d'Afrique du Nord et arabe. Ce complexe sidérurgique de Bellara, sera le second poumon de l'industrie sidérurgique algérienne après celui de Sider El Hadjar à Annaba.

- 4- Le Ministre de l'Energie Noureddine Boutarfa a évoqué jeudi à Alger avec le Directeur général de l'Agence française de développement (Afd) Rémy Rioux, les opportunités de financement des projets de développement des énergies renouvelables, a indiqué le ministère dans un communiqué. Lors de cet entretien, les deux parties "ont abordé divers sujets liés notamment aux problématiques et opportunités de financement des projets dédiés à la diversification énergétique et au développement des énergies renouvelables", précise la même source.



- 5- Le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé le lancement par son département d'une stratégie basée sur le travail de terrain et la forte présence d'agents de contrôle commercial, en coordination avec les secteurs concernés par la régulation du marché, le contrôle des prix et la lutte contre les commerçants spéculateurs.

- 6- Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a signé jeudi à Alger avec le groupe LafargeHolcim Algérie un accord de partenariat en vue de former des stagiaires et des formateurs algériens dans les nouvelles techniques et technologies utilisées dans le bâtiment. Cet accord permettra aux stagiaires "de découvrir les nouvelles techniques du béton adoptées par les leaders de la construction au monde", indique Mme Ouardia Khaldi, Directrice de l'orientation, des examens et de l'homologation au ministère, lors de la cérémonie de signature tenue en marge d'un séminaire sur les nouvelles techniques de construction.

- 7- Le Ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelouahab Nouri, a affirmé, jeudi, lors d'une visite de travail dans la wilaya de Sétif, que son ministère oeuvre à "simplifier les procédures et à faciliter l'investissement dans le secteur du tourisme". Dans une conférence de presse, tenue en marge de sa visite au cours de laquelle il a inauguré et inspecté de nombreux projets de son secteur, le ministre a indiqué que les services de son département s'affairent actuellement à "orienter l'investissement, simplifier les procédures et favoriser les circonstances et les conditions devant permettre aux investisseurs du secteur du tourisme de matérialiser leurs projets".

- 8- Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 23 autres ont été blessées dans neuf (9) accidents de la route survenus durant les dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbès avec deux personnes décédées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion semi-remorque, survenue au niveau de la commune de Sidi Ali Boussidi, précise la même source.



A lire : Sellal: Rien ne bloque désormais le développement du partenariat économique entre l'Algérie et la France

ALGER- La coopération et le partenariat économiques entre l'Algérie et la France devraient connaître un nouvel élan avec le règlement récent de la majorité des contentieux existant entre certaines entreprises des deux pays, a indiqué jeudi à Alger le Premier ministre Abdelmalek Sellal.

"La majorité des contentieux qui bloquaient les relations économiques bilatérales ont été réglés: hier un grand nombre de contentieux entre Sonatrach et Engie et Total par exemple ont été réglés. Il y a un nouvel élan dans la coopération bilatérale dans le cadre de la politique nationale de diversification économique",

a déclaré M. Sellal lors d'une conférence de presse animée avec son homologue français Bernard Caseneuve.

La conférence a été précédée d'une réunion de travail tenue à huis clos, suivie de la signature de dix accords bilatéraux et lettres d'intentions dans plusieurs domaines.

Lors de la réunion, les deux parties ont évoqué "le renforcement de la coopération dans différents domaines et notamment les hydrocarbures, la pétrochimie et les énergies renouvelables", a précisé le Premier ministre. A ce titre, il a souligné que l'Algérie "comptait sur la participation des entreprises françaises" dans le développement de ce genre de projets tout en faisant remarquer que la coopération économique entre les deux pays a connu "un peu de recul" durant les dernières années. Cela dit "les IDE français restent importants en Algérie", a-t-il relativisé.

Dans son discours prononcé lors de la réunion, M. Sellal s'est montré "inquiet" quant à la tendance baissière des investissements français en Algérie.

"Je dois relever l'inquiétante tendance baissière du niveau des investissements français en Algérie durant consécutivement les trois dernières années, s'inscrivant ainsi en contradiction par rapport à notre ambition commune de partenariat stratégique, singulièrement dans le secteur industriel", a-t-il dit.

De son côté, M. Caseneuve a indiqué devant la presse avoir évoqué avec M.Sellal et les ministres algériens "les grands projets qui sont sur le point d'aboutir et qui vont permettre à la France de montrer toute sa confiance pour l'Algérie et de l'accompagner mieux encore dans son effort de diversification économique".

Selon lui, 450 entreprises françaises sont actuellement présentes en Algérie, assurant 140.000 emplois. Les IDE français hors hydrocarbures dans le pays avoisinent 2 milliards (mds) d'euros, faisant de la France le premier investisseur étranger hors hydrocarbures dans le pays. Les échanges commerciaux algéro-français tournent autour de 10 mds d'euros/an.



===Pas de recours à l'endettement extérieur===

D'autre part, M. Sellal a évoqué la situation financière externe du pays, qui reste assez solide selon lui.

"Depuis juillet 2014, nous avons perdu plus de 70% de nos recettes pétrolières mais nous avons tenu et nous tiendrons. Tous nos équilibres macro-économiques sont (aujourd'hui) au vert. Nous avons fait preuve d'une gestion assez rigoureuse de nos moyens financiers, laquelle gestion nous permet de diversifier de plus en plus notre économie", s'est-il réjoui. Il a, encore une fois, écarté tout recours du pays à l'endettement extérieur pour assurer ses engagements budgétaires.

"Nous restons un pays presque totalement désendetté, le peu de dettes qui existe est d'ailleurs le fait du secteur privé. Nous n'allons pas nous endetter parce que nous avons vécu les années 1990 ou nous avons été obligés, par le FMI, d'aller à l'ajustement (structurel) qui a engendré la fermetures d'entreprises, le chômage, des résurrections de l'intégrisme islamiste et du terrorisme", a-t-il soutenu. "On ne retombera plus jamais dans cette situation", a insisté M. Sellal.

En revanche, l'Algérie prend le maximum de précautions dans le domaine économique pour se prémunir contre les effets de la chute des prix du pétrole, d'où l'instauration, à titre d'exemple, du régime des licences d'importation. Interrogé à ce propos sur un éventuel impact négatif du régime des licences d'importation sur l'Accord d'association avec l'Union européenne, M. Sellal a réaffirmé que l'introduction de ces licences était dictée par l'obligation de revoir à la baisse les importations du pays pour résister au choc pétrolier.

"L'objectif de ces licences n'est pas d'arrêter les importations (...). Nous sommes dans l'obligation de restreindre certaines importations", a dit le Premier ministre. De son côté, le Premier ministre français estime que la stratégie de l'Algérie de limiter ses importations est "une préoccupation normale de la part d'un pays qui se trouve dans une situation financière difficile".

Mais, en contre partie, ajoute M. Caseneuve, "les opérateurs économiques doivent disposer des éléments de prévisibilité et de transparence par rapport aux règles qui sont susceptibles d'être définies souverainement par le côté algérien dans le respect de l'Accord d'association avec l'UE".

A une question d'un journaliste sur le sort du projet de réalisation d'une usine de Peugeot PSA en Algérie, il a affirmé que le projet était "presque finalisé, et devrait être concrétisé durant l'année en cours". Et pour l'ensemble des projets de montage et d'assemblage de véhicules, lancés ou envisagés dans le pays, il a rappelé que les autorités concernées étaient en train d'analyser la situation de l'industrie automobile et que le respect d'un taux d'intégration conforme au cahier des charges régissant cette activité restera une priorité pour le Gouvernement.

"Il ne suffit pas de ramener des véhicules et des pièces détachées et de les monter ici pour inonder le marché. Nous voulons recalibrer le marché, voir ce que nous pouvons consommer et ce que nous pourrions exporter pour l'Afrique, surtout que la Transsaharienne est en phase de finalisation", a poursuivi M. Sellal.

-FIN-